

une action particulière de l'Ouest (par exemple, le refus des États-Unis d'accorder les modalités de la nation la plus favorisée à l'Union soviétique) sur la constellation des forces politiques au sein du Kremlin, mais aussi d'être bien renseigné sur la nature de ces forces. Jusqu'à quel point Brejnev est-il «colombe» par rapport à Kossyguine? Jusqu'à quel point la position de Brejnev est-elle réellement menacée? La chute de ce dernier renforcerait-elle le mouvement de modernisation parmi les dirigeants ou conduirait-elle à un durcissement de la politique soviétique?

On se perd en conjectures sur tous ces points (l'admission imprévue au Politburo en avril 1973 du ministre des Affaires étrangères Gromyko, du maréchal Grechko et du chef de la police secrète Andropov était-elle un indice de la force ou de la faiblesse de Brejnev?). Dans cette incertitude, il ne nous reste qu'à poursuivre un but, qui est facile à définir mais difficile à réaliser faute de données précises: d'une part, il convient d'agir avec modération de façon à encourager l'évolution en Union soviétique et, d'autre part, d'agir avec prudence de manière à ne pas faire de concessions réelles en vue d'un succès aléatoire.

A cette époque d'interpénétration d'influences internationales, on constate que les considérations de politique étrangère touchent les politiques nationales, tout comme ces dernières façonnent la politique étrangère. Cela est particulièrement évident dans deux cas qui ont récemment servi à cristalliser les doutes de l'Ouest au sujet de la détente: l'expulsion forcée de Soljenitsyne et les restrictions continuellement imposées à l'émigration des ressortissants juifs. Dans les deux cas, les Soviétiques sensibles à l'opinion publique occidentale ont amené le Kremlin à se montrer plus modéré qu'il ne l'aurait été autrement.

En interprétant cette situation, l'observateur occidental se retrouve devant une série d'événements qui permettent d'avancer des opinions contraires. D'une part, on peut soutenir que les Soviétiques ont réellement adopté une attitude plus modérée du fait que certains dissidents sont maintenant envoyés en exil dans l'Ouest au lieu d'être emprisonnés et que le taux d'émigration est bien supérieur à ce qu'il était auparavant. D'autre part, il convient aussi de noter que Soljenitsyne est l'un des rares particuliers auxquels fut accordé le privilège de quitter l'Union soviétique, et que l'immigration libre demeure un rêve irréalisable pour les Soviétiques juifs ou pour tout autre groupe national.

Nous faisons face à une situation qui

est ambiguë non seulement sur le plan politique mais aussi sur le plan moral. Quelles sont les obligations morales des nations occidentales au sujet des droits fondamentaux de l'homme qui sont violés en Union soviétique? A cet égard, sommes-nous tenus d'agir pour des raisons humanitaires ou de ne pas le faire en vue de respecter les normes internationales de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain? Les démarches que l'Ouest tenterait officiellement ou officieusement amélioreraient-elles la condition des citoyens soviétiques ou provoqueraient-elles une contre-réaction qui empirerait leur sort? Ne s'inquiète-t-on de la durée de ce triste état de chose que pour des raisons d'ordre humanitaire ou n'y prend-on réellement intérêt que pour des raisons d'ordre politique (par exemple, l'extrême difficulté de créer un climat de détente stable tant que l'Union soviétique garde un système politique fermé qui soutient une lutte idéologique implacable contre l'Ouest)? Voilà des questions auxquelles on ne peut répondre aisément.

Les technocrates occidentaux devraient tout au moins adopter une attitude plus logique sur le plan moral. Bien trop de gens semblent disposés à envisager la détente en fonction d'un cas particulier, comme celui de Soljenitsyne, et à ignorer complètement la condition de personnes moins connues mais aussi courageuses qui languissent actuellement dans des camps de concentration, dans des asiles d'aliénés, ou en Sibérie (notamment, Grigorenko, Bukovsky, Amalrik, Shikhanovich, Plyushch, pour n'en citer que quelques-uns). De même est-il assez illogique d'envisager la détente en fonction des restrictions imposées aux citoyens juifs de l'Union soviétique (aussi sévères que soient ces mesures) sans se préoccuper du sort réservé à d'autres groupes nationaux qui sont aussi durement traités.

On pourrait soutenir qu'en matière de politique étrangère, il vaut mieux avoir une moralité sélective que de ne pas en avoir du tout. Mais la moralité sélective se rapproche dangereusement de l'hypocrisie. Ce qu'il faut, c'est une politique pondérée à long terme, qui se fonde sur des critères plus sérieux que les courants et contre-courants d'émotivité populaire.

L'enthousiasme portant à la détente et le désir de créer un courant d'opinion assez puissant pour surmonter les obstacles restants de la guerre froide ne devraient pas inspirer d'idées utopiques au sujet d'une «ère de négociations». L'optimisme exagéré engendrera sûrement un profond pessimisme dès que des difficultés surgi-